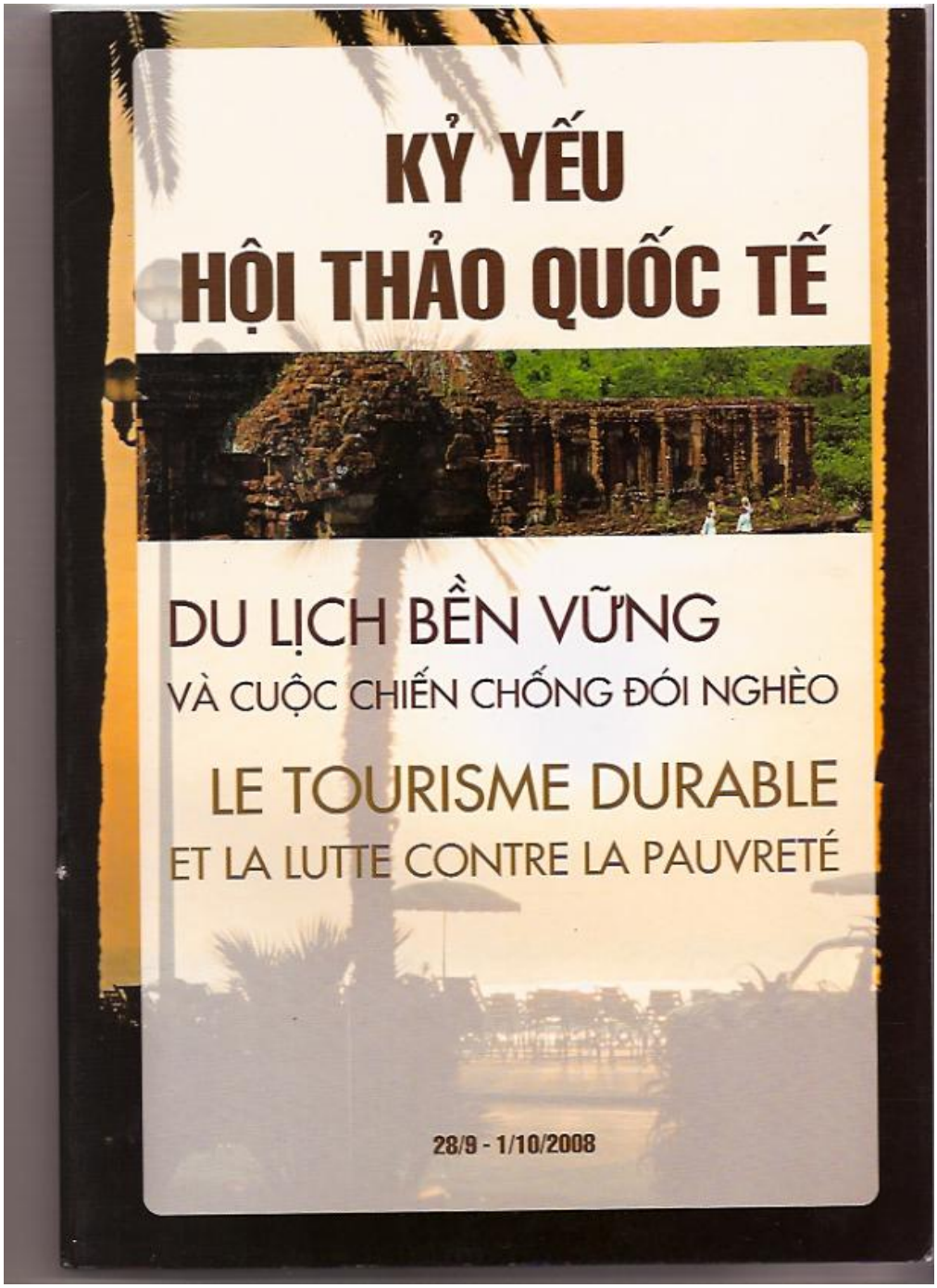
Taglioni, F., 2009

Le tourisme dans le sud-ouest de l'océan Indien : une durabilité à géométrie variable

Vo Sang, XL (dir.)
Le tourisme durable, un instrument d'aide à la lutte contre la pauvreté ?
Hanoi, Agence universitaire francophone (AUF)/université Van Lang
p. 154-169


KỶ YẾU
HỘI THẢO QUỐC TẾ
DU LỊCH BỀN VỮNG
VÀ CUỘC CHIẾN CHỐNG ĐÓI NGHÈO
LE TOURISME DURABLE
ET LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ
28/9 - 1/10/2008

François Taglioni
Institut de recherche pour le développement (IRD)
UMR Prodig

Site : www.taglioni.net
Courriel : tagli@diplomacy.edu

Le tourisme dans le sud-ouest de l'océan Indien : une durabilité à géométrie variable

Résumé

Dans le sud-ouest de l'océan Indien l'activité touristique est omniprésente. Quel que soit le degré de développement humain des Etats et territoires concernés le tourisme pèse fortement sur le niveau d'emploi de la main d'œuvre et sur la croissance économique. Dans ces conditions, il apparaît que le tourisme contribue à la lutte contre la pauvreté pour les pays les moins développés et qu'il soutient l'économie des pays déjà engagés dans la voie du développement. Néanmoins, pour les plus riches comme pour les plus pauvres, les fondements du développement touristique sont partout fragiles et la durabilité, quoiqu'à nuancer, est toujours incertaine. Cette durabilité est intrinsèquement liée aux conditions structurelles de mise en tourisme des territoires ainsi qu'aux risques qu'ils soient naturels ou anthropiques, exogènes ou endogènes. A ce titre, l'exemple d'un risque sanitaire, comme le chikungunya, nous éclaire sur la vulnérabilité économique du tourisme indépendamment de la vulnérabilité des sociétés face à ce même risque suivant les pays considérés.

Mots-clés : pauvreté, tourisme insulaire, durabilité, risques, océan Indien

Introduction

On le sait, le tourisme est une donnée fondamentale et générale de l'économie mondiale d'aujourd'hui et de demain, notamment en termes d'emplois. Il constitue, en particulier, une option de développement économique incontournable pour la majorité des pays du Sud. Les Etats et territoires du sud-ouest de l'océan Indien, Indien (La Réunion, Madagascar, Maldives, Maurice, Mayotte, Seychelles, Union des Comores) sont eux aussi tournés vers la mise en tourisme de leurs espaces littoraux et d'arrière pays pour certain. Ils fondent ainsi tous leur devenir économique sur le tourisme. Que ce soit en termes de main d'œuvre ou de contribution à leur produit intérieur brut, l'activité touristique est omniprésente. Cependant, comme nous le verrons, selon les pays de la région et du degré de développement humain et de son contexte, les dynamiques économiques du tourisme ne sont pas équivalentes. Néanmoins, les fondements de ce développement touristique sont partout fragiles et la durabilité, quoiqu'à nuancer, est toujours incertaine. Cette durabilité est intrinsèquement liée aux conditions structurelles de mise en tourisme des territoires ainsi qu'aux risques qu'ils soient naturels ou anthropiques, exogènes ou endogènes. A défaut de pouvoir mettre en œuvre des indicateurs de durabilité dûment éprouvés et fiables, nous étudierons, à travers un exemple de risque qui a menacé et qui menace encore la région, celui de l'épidémie de chikungunya, la durabilité touristique fondée sur l'évolution de la fréquentation touristique ainsi que sur les dynamiques politiques, économiques et sociales. Nous montrerons ainsi que les pays que l'on croit les plus vulnérables ne sont pas toujours les plus touchés face aux risques et qu'ils ne sont donc pas forcément les plus vulnérables.

1. Des situations contrastées de développement humain

Dans cette étude, nous définirons la région du sud-ouest de l'océan Indien comme celle composée de La Réunion, Madagascar, Maldives, Maurice, Mayotte, Seychelles, Union des Comores, Zanzibar (fig. 1). Cet ensemble géographique s'appréhende bien davantage en termes de diversité que d'unité. On y trouve La Réunion qui est un îlot de prospérité avec cependant des problèmes spécifiques de chômage, de retards sociaux ou encore de santé publique (alcoolisme, diabète). Les situations des Maldives, Maurice, Mayotte et des Seychelles indiquent un décollage économique, endogène ou exogène et, une transition sanitaire en voie d'achèvement avec néanmoins de l'exclusion et de la pauvreté. D'autres pays sont quant à eux marginalisés économiquement, socialement et politiquement (Madagascar, Union des Comores). Pour préciser les niveaux de développement de ces espaces on peut se référer à l'Indice de développement humain (IDH) tout en gardant à l'esprit que l'IDH (fig. 1) ne prétend nullement être le reflet exhaustif d'un concept aussi complexe que le développement humain.

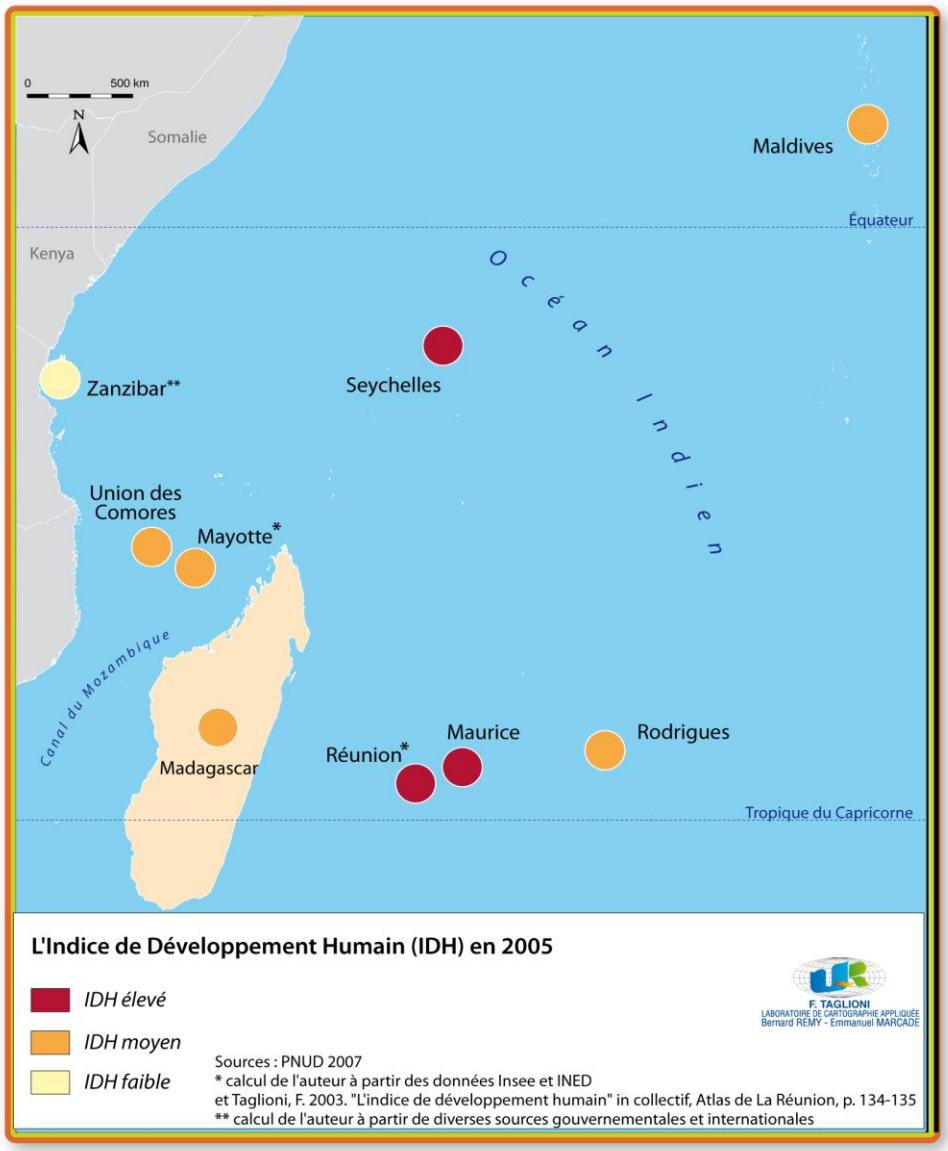


Figure 1. L'indice de développement humain dans le sud-ouest de l'océan indien

Si l'on s'en tient aux limites retenus par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), La Réunion, Maurice et Les Seychelles font partie des pays au développement humain élevé avec

en premier lieu **La Réunion** qui présente globalement des normes européennes de développement. Il est certain que son lien institutionnel avec la France et l'Union européenne est garant, pour le moment, de flux de développement essentiels. Cette situation privilégiée de La Réunion se retrouve pour les autres outre-mer français de la Caraïbe et du Pacifique. Si **Maurice** a réussi son « miracle » économique c'est au détriment de certaines catégories ethno-religieuses issues du communalisme. D'autre part, au sein de la République mauricienne, l'île de Rodrigues souffre de son relatif enclavement et de son statut d'île secondaire (Taglioni 2005). Depuis les débuts de la colonisation au XVIe siècle, et après l'indépendance en 1968, Rodrigues était considérée comme une simple dépendance assez lointaine (700 km) de l'île Maurice. Au terme de près d'un siècle de combat des Rodriguais, l'autonomie s'est concrétisée en 2001. En dépit de cette autonomie le tremplin vers un meilleur développement économique et social se fait toujours attendre. Aux **Seychelles**, petit Etat peuplé de 80 000 habitants, la prospérité économique se fonde fortement sur les services en général et le tourisme en particulier avec les risques inhérents d'une économie aussi spécialisée.

Un deuxième groupe constitué de Madagascar, Maldives, Mayotte, Rodrigues et Union des Comores se retrouve derrière l'étiquette de pays au développement moyen. Dans les faits, **Mayotte**, outre-mer français connaît une embellie de son niveau de vie et de ses infrastructures de développement. La collectivité départementale n'a pas encore atteint les standards de sa voisine, La Réunion, qui jouit d'un statut de département, ni de celui de la métropole, mais elle est néanmoins installée dans une spirale de développement avec cependant quelques limites (Taglioni 2008). Aux **Maldives**, un des freins au développement provient de la difficulté de gérer une population de 340 000 habitants répartis sur plus de 500 îles habitées (pour un total d'environ 1 200 îles et îlots) ayant une superficie inférieure à 100 km^2. Le régime politique autoritaire, la concentration importante de la population sur l'île capitale de Malé ainsi que des problèmes sociaux importants et notamment le chômage élevé et la surconsommation de drogue (héroïne) sont autant de limites au développement. Le développement humain dans **l'Union des Comores** est très fragile avec par exemple un fort taux de mortalité

infantile, un niveau d'alphabétisation inférieur à 60 % et une espérance de vie assez limitée pour ne prendre que quelques indicateurs. Ces résultats traduisent que près de 50 % de la population vit sous le seuil de pauvreté. L'instabilité politique qui règne sur l'Union est une des clés de ce mal développement. A **Madagascar**, la situation fluctue au gré des crises politiques et elle reste préoccupante car la majorité de la population vit sous le seuil de pauvreté, notamment en zone rurale. La Banque mondiale classe d'ailleurs plus sévèrement Madagascar que le PNUD puisque elle range, à juste titre nous semble t-il, ce pays dans le groupe des moins avancés (PMA). **Zanzibar**, en dépit d'une réputation de paradis tropical, doit faire face à la dure réalité d'une île où les incertitudes de développement sont des plus pressantes. Les indicateurs classiques du développement sont tous dans le rouge (espérance de vie, analphabétisme, mortalité infantile …).

Pour affiner ce premier instantané des situations de développement dans le sud-ouest de l'océan Indien, on peut analyser le taux de mortalité infantile[1] qui est sans doute le meilleur indicateur du niveau de développement humain d'un pays. En effet, l'extrême fragilité du nourrisson le rend entièrement dépendant des conditions de qualité de son environnement immédiat en matière d'infrastructures d'hygiène, de santé, de développement socio-économique, d'éducation, de gestion mais aussi en fonction de l'enclavement géographique plus ou moins prononcé et de la situation politique de leur pays. Comme pour toutes données quantitatives, il reste néanmoins souvent difficile de mesurer cet indice avec précision. Ceci est d'autant plus complexe que le pays est pauvre et dépourvu des moyens de collectes de l'information nécessaire. À l'échelle mondiale, en 2008, le taux de mortalité infantile est de l'ordre de 49 pour mille naissances avec des extrêmes allant de 2 ou 3 ‰ (Islande, Suisse, Suède, Japon, Singapour …) à 130 ‰ et plus (Afghanistan, Sierra Leone, Angola, Nigeria …). Dans le sud-ouest de l'océan Indien (fig. 2), on identifie aisément un binôme constitué de La Réunion et les Seychelles avec des taux de mortalité infantile proche des meilleurs (respectivement 7 ‰ et 11 ‰). À la Réunion, le taux de mortalité infantile est tout à fait bon mais, il

[1] Le taux de mortalité infantile est la probabilité du nombre de décès d'enfants de moins d'un an, calculée pour 1 000 naissances vivantes.

présente toujours un décalage par rapport à la métropole (4 ‰). Des problèmes spécifiques de santé publique (alcoolisme des mères, exclusion sociale, diabète, suivi insuffisant pendant la grossesse …), que l'on retrouve dans les autres outre-mers français, sont toujours des obstacles récurrents pour arriver à surmonter ce retard. Pour les Seychelles c'est une politique sociale et volontariste qui agit dans le bon sens. A Maurice, un des "tigres" de l'océan Indien, le taux de mortalité infantile (14 ‰) dénote d'une bonne vigueur de l'économie et d'une transition sanitaire proche de l'achèvement. A Mayotte, la précision des données concernant la mortalité infantile (officiellement 15 ‰) est incertaine car de nombreuses femmes clandestines en provenance des autres îles des Comores (principalement Anjouan) y accouchent mais elles, et leurs enfants nouveaux-nés, ne sont pas systématiquement pris en compte par les statistiques. Aux Maldives, le taux est intermédiaire et il traduit le niveau moyen de développement du pays ainsi que sa difficulté d'avoir une politique de santé cohérente dans un contexte de multi-insularité (Taglioni, 2005) où il n'est pas aisé de mettre en place et d'entretenir des réseaux de soins efficaces. Enfin, trois Etats présentent toujours des taux très élevés compris entre 60 ‰ et 80 ‰. C'est le cas de l'Union des Comores (60 ‰), de Zanzibar (78 ‰) et de Madagascar (80 ‰). C'est l'Afrique économiquement, socialement et politiquement marginalisée avec des perspectives limitées pour les années à venir.

Pour compléter l'analyse, il convient de prendre en compte un autre taux : celui de la mortalité infanto-juvénile. C'est la probabilité de décès entre la naissance et le cinquième anniversaire, calculée pour 1 000 naissances vivantes, on l'appelle aussi le taux de mortalité des moins de cinq ans. Ce taux était de 250 ‰ en 1950 dans le monde, il est aujourd'hui de 80 ‰. La malnutrition entraîne directement ou indirectement plus de 50 % des décès d'enfants de moins de cinq ans. Diarrhée, infections respiratoires, paludisme, rougeole et SIDA sont aussi des causes majeures. C'est justement la propagation de la pandémie du SIDA qui fait craindre que la baisse du taux de mortalité juvénile se ralentisse ou s'arrête dans les années à venir et notamment dans les régions les plus exposées. La hiérarchie que nous avons évoquée précédemment pour la mortalité infantile est, sans grande

surprise, globalement respectée pour la mortalité infanto-juvénile dans le bassin india-océanique.

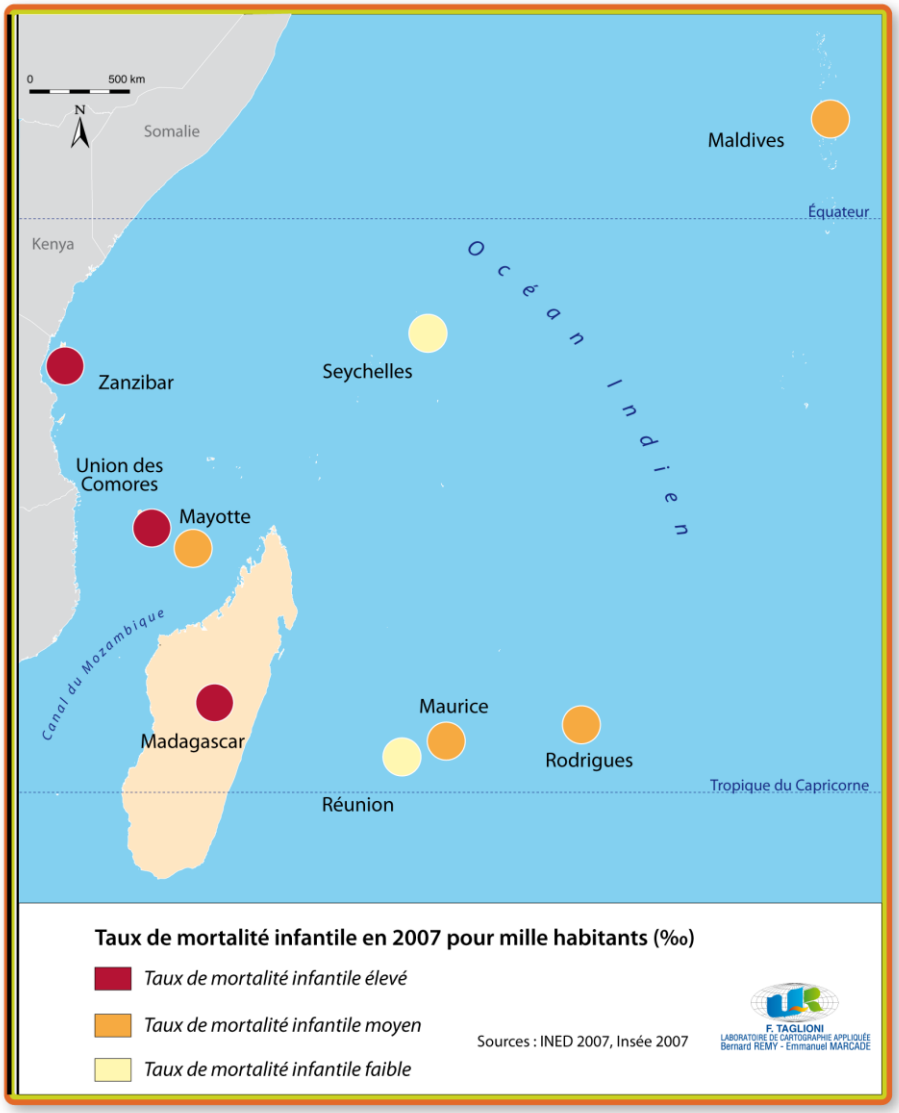


Figure 2. La mortalité infantile dans le sud-ouest de l'océan indien

Bien que le développement humain des Etats et territoires du sud-ouest de l'océan Indien soit très sensiblement différent, il n'en reste

pas moins vrai que l'activité touristique constitue partout une voie de développement économique et humain parfois vitale et toujours indispensable.

2. Le tourisme un pilier économique pour tous …

Des destinations « confidentielles »

La fréquentation touristique totale de l'océan indien occidental insulaire (fig. 3) s'est accrue de 198 % entre 1990 et 2007 pour atteindre les 2,68 millions, soit environ 0,3 % des 898 millions de touristes internationaux, cette proportion est sensiblement la même en 1990 et 1999. Néanmoins, à l'échelle du tourisme mondial les arrivées internationales dans l'océan indien occidental insulaire est anecdotique quoique constante. D'une façon générale le tourisme insulaire planétaire, contrairement à une idée reçue, est assez marginal (environ 5 % des touristes internationaux). La faiblesse du nombre d'arrivée s'explique par plusieurs facteurs.

Le premier d'entre eux est l'éloignement important des pôles émetteurs traditionnels européens et plus encore nord-américains et au coût de transport pour les acheminer. Que ce soit en termes de distance-temps ou de distance-coût, les données comparatives sont défavorables par rapport au bassin caraïbe ou plus encore méditerranéen. Les réseaux de transports maritimes et aériens traduisent bien ce problème structurel au développement de l'activité touristique. L'accessibilité limitée est d'autant plus problématique que ces derniers mois le prix du baril de pétrole brut est dans une phase de très forte augmentation. Les compagnies appliquent ainsi une surcharge carburant qui fait exploser le prix des billets pour venir dans la zone du sud-ouest de l'océan Indien au départ des métropoles des pays du nord. Le prix des billets d'avion entre les pays émetteurs et la région sud-ouest india-océanique reste donc un obstacle majeur à la croissance de la fréquentation. Néanmoins, à l'échelle de cette région, l'aéroport de Maurice est devenu le hub majeur. Il se distingue par la diversité et la fréquence de ses liaisons aériennes avec les principales

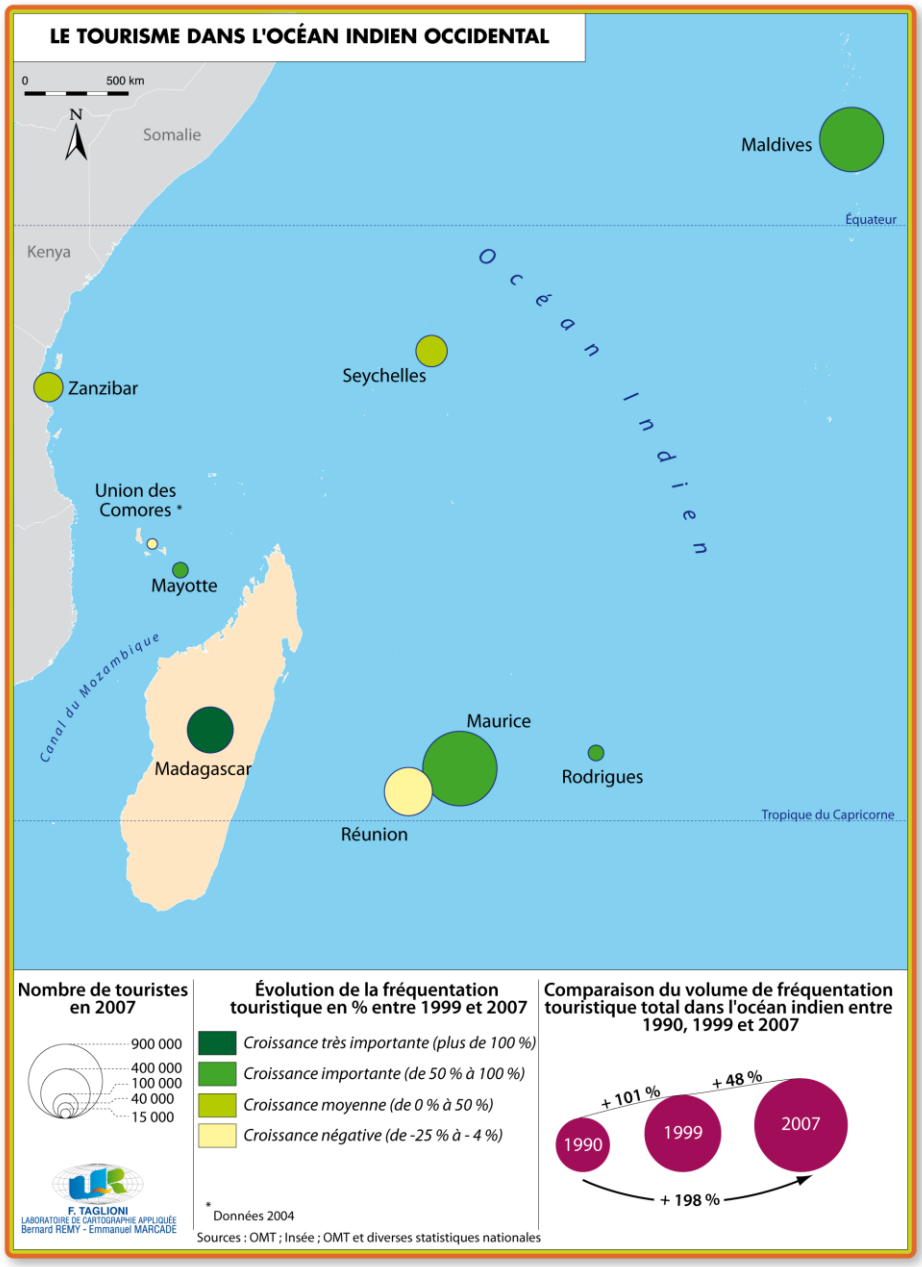


Figure 3. La fréquentation touristique dans le sud-ouest de l'océan indien, 1990-2007

destinations riveraines de l'océan Indien. Malgré d'importants travaux d'agrandissement et un trafic de passagers et de fret comparable à celui de Plaisance (Maurice), l'aéroport de Gillot (La Réunion) peut difficilement prétendre se substituer à son rival mauricien en tant que plate-forme multimodale de sa sous-région. La polarisation des flux aériens émis vers et reçus de la métropole française ainsi que l'existence d'une compagnie nationale à Maurice en sont les raisons principales. Pour Mayotte, Rodrigues et Zanzibar s'ajoute un handicap supplémentaire lié à la rupture de charge entre les pays émetteurs et ces îles. Il n'existe en effet pas de vols directs entre les capitales européennes et ces espaces insulaires et il faut respectivement transiter par La Réunion, Maurice et le Kenya (Nairobi) ou la Tanzanie (Dar es Salaam). Cette contrainte augmente la durée du voyage de plusieurs heures et le prix du billet devient supérieur aux autres destinations de la zone bien que les distances soient parfois plus courtes (Mayotte).

En ce qui concerne le tourisme de croisière, l'océan Indien ne fait que bénéficier de la relative saturation du bassin Caraïbe et des mois "creux" en Méditerranée (d'octobre à avril). L'absence d'identité régionale forte est chargée de conséquences pour le développement d'un marché de la croisière déjà très concurrencé. Pour dépasser les rares escales des tours du monde qui transitent par l'océan Indien occidental, il conviendra de mettre en place des infrastructures portuaires et d'accueils lourdes et onéreuses. Par ailleurs, le relatif éloignement des îles les unes aux autres rend complexe et onéreuse une croisière d'une semaine car il faut beaucoup d'heures de navigation, et donc une consommation importante de carburant, pour rallier les différents ports. De plus ce temps de déplacements se fait au détriment du temps d'escale pour les croisiéristes. Enfin, le coût total du séjour de croisière se cumule avec le pré-acheminement par avion des capitales européennes.

Une mise en tourisme très inégale

La part modeste qu'occupe le sud-ouest de l'océan indien sur l'échiquier des destinations internationales traduit mal le rôle parfois très important que peut avoir l'activité touristique sur le plan économique et social pour les Etats et territoires concernés. En valeur

absolue (fig. 3), les destinations les plus fréquentées en 2007 sont Maurice et les Maldives avec respectivement plus de 900 000 et près de 700 000 touristes. Il vient ensuite un groupe intermédiaire constitué de La Réunion et de Madagascar avec un peu moins de 400 000 touristes. Les Seychelles et Zanzibar connaissent une fréquentation plus faible avec environ 150 000 touristes et enfin Mayotte, les Comores et Rodrigues sont les destinations les moins visitées avec moins de 40 000 touristes annuels.

En valeur relative (fig. 3), la hiérarchie est sensiblement différente puisque par ordre décroissant Madagascar, Mayotte, Rodrigues, les Maldives et Maurice sont les destinations qui ont connu sur la période 1999-2007 les croissances les plus fortes du nombre de visiteurs avec des croissances comprises entre 60 % et 160 %. Il faut dire que Mayotte, Rodrigues et Madagascar partaient de fréquentations très faibles en 1999. Les Seychelles et Zanzibar ont du mal à faire monter en puissance leur tourisme sur la dernière décennie et La Réunion et Comores ont connu des déboires sanitaires, politiques ou encore économiques qui ont fait chuter la fréquentation respectivement de 4 % et 25 %.

Une autre information nous est fournie par le nombre de touristes par habitant en 2007 (fig. 4). Cela nous permet de constater que pour des pays comme Maldives, Seychelles et Rodrigues cette densité est la plus forte allant de 1 à 2,2 alors que pour Madagascar ou l'Union des Comores elle est très faible mais pour des raisons différentes (Madagascar est un pays peuplé de plus de 18 millions d'habitants pour environ 130 000 touristes alors que l'Union des Comores ne compte qu'environ 18 000 touristes pour environ 700 000 habitants répartis sur trois îles). Entre les deux, des densités moyennes caractérisent Maurice, Réunion, Zanzibar Mayotte avec ici aussi des facteurs explicatifs différents.

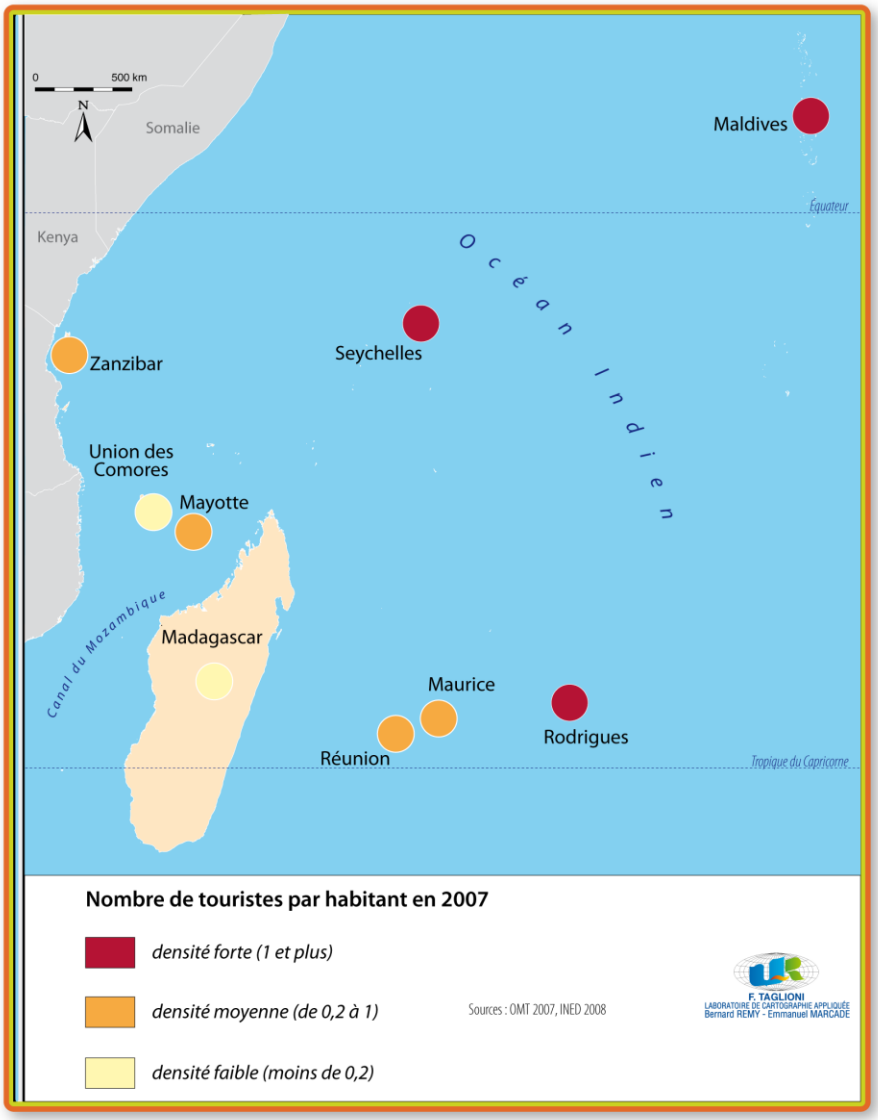


Figure 4. Nombre de touristes par habitant en 2007

Un tourisme européen dominant

Dans l'océan Indien occidental, le bassin émetteur "traditionnel" est l'européen. Les Français sont les "piliers" du tourisme à la Réunion (80 % en 2007 dont 75 % de français métropolitains), à Mayotte (90 % en 2007 dont 44 % de français métropolitains et 43% de Réunionnais), à Madagascar (60 %) et à Maurice (67%). Pour les Seychelles et les Maldives, les trois quarts des visiteurs sont européens, mais la part des Français est moindre alors que les Allemands, les Italiens et les Britanniques sont très présents. Dans l'Union des Comores, les français assurent la moitié des arrivées mais l'autre moitié est constituée des pays de la zone avec l'Afrique Australe et La Réunion en tête. À Rodrigues la situation est particulière puisque ce sont respectivement l'île Maurice et La Réunion qui fournissent le contingent principal de visiteurs. C'est d'ailleurs une des particularités de la région d'entretenir des flux touristiques à faible distance. Cette distribution est assez stable au cours des années et souligne l'étroitesse du marché du sud-ouest de l'océan Indien ancré dans une zone dominée par des pays en développement à faible pouvoir touristique. L'éloignement des pôles émetteurs, qu'ils soient européens, américains ou asiatiques, ne laisse pas présager pour l'avenir d'une augmentation importante du nombre de touristes dans les espaces insulaires de la région.

Une forte concentration économique et une faible diversification par secteur

Economiquement, le fait le plus marquant est la position dominante des activités tertiaires (fig. 5). Le poids du tertiaire s'échelonne ainsi de moins de 60 % pour Madagascar, Zanzibar et les Comores, qui sont des pays en retard de développement pour lesquels la pratique d'une agriculture de subsistance est essentielle, à plus de 70 % comme aux Seychelles, aux Maldives et à Maurice, Enfin, à La Réunion et à Mayotte la marque du tertiaire s'imprime à plus de 80 % dans le PNB car le gouvernement français est le principal employeur de ces territoires. Hormis Madagascar, Zanzibar et les Comores, on note que pour les autres Etats et territoires les valeurs sont supérieures à la moyenne mondiale (65 %). On l'explique notamment par une

industrialisation peu ou pas développée pour des raisons historiques et structurelles et un secteur primaire dont les cultures sont aujourd'hui considérées comme archaïque (c'est le cas notamment de la canne à sucre) quoique toujours subventionnées par l'Union européenne mais, pour combien de temps encore ?. Seul Maurice, et plus marginalement Madagascar, ont des tissus industriels fondés sur les zones franches industrielles. Ces tendances générales se confirment dans le temps puisqu'entre 1990 et 2007 le tertiaire poursuit sa progression partout alors que, le primaire et le secondaire se tassent ou régressent.

La concentration de l'activité économique autour du secteur tertiaire n'aurait rien de remarquable, si elle ne se doublait pas d'une faible diversification des activités à l'intérieur de chaque secteur. Ce manque de diversification renforce la fragilité des économies des Etats et territoires du sud-ouest de l'océan Indien qui mettent, pour des raisons principalement structurelles, "leurs œufs dans le même panier". Un indice économique, celui de la diversification des exportations, permet d'en prendre la mesure car il traduit la mono-exportation agricole (sucre ou bananes et un secteur de la pêche artisanale), la mono-exportation industrielle (production des zones franches industrielles) et la mono-exportation tertiaire (tourisme et activités des zones franches non marchandes).

On vient de le voir les situations sont extrêmement variables suivants les Etats et territoires concernés mais néanmoins, que ce soit en termes de main d'œuvre ou de contribution à leur PNB, l'activité touristique est une voie de développement majeure. Cependant, selon leur degré de développement humain et son contexte, les retombées économiques du tourisme n'auront pas le même impact. Pour des espaces comme Maurice les Maldives, les Seychelles et Zanzibar c'est une activité vitale ; pour La Réunion et Mayotte c'est de moindre importance car ces deux territoires bénéficient de transferts de fonds de la métropole française qui assurent au mieux la paix sociale, enfin pour Madagascar et l'Union des Comores le tourisme pourrait être un levier au développement mais il bute sur de sérieux problèmes de stabilité politique et de choix économique. Cet instantané du tourisme dans le sud-ouest de l'océan Indien souligne les faiblesses structurelles de cette activité mais aussi la nécessité absolue de son

développement pour nourrir des économies fragiles et dépendantes. Ce développement du tourisme est lui aussi fragile et sa durabilité dépend d'un système de facteurs humains et physiques.

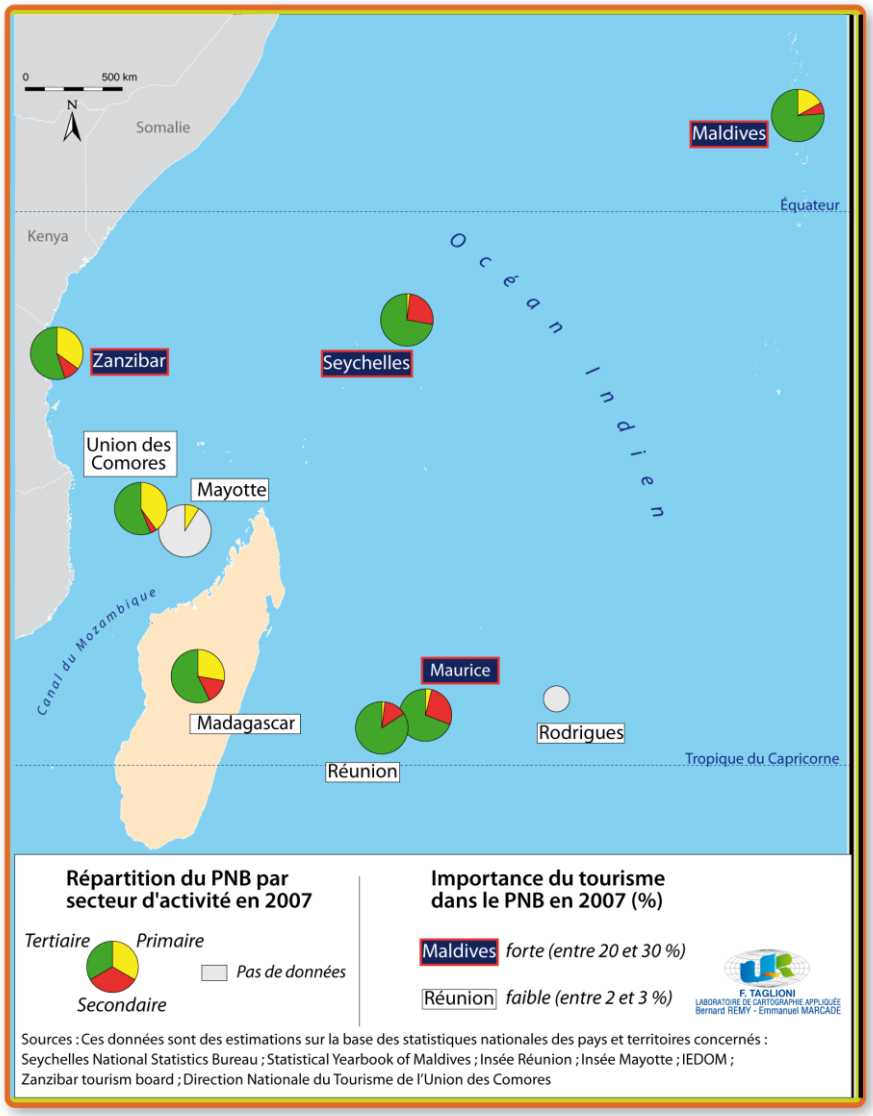


Figure 5. Ventilation des PNB et part de l'activité touristique dans le sud-ouest de l'océan indien

3. … mais une durabilité variable

A travers la littérature un consensus s'établit pour dire que "Le tourisme durable peut être défini comme étant un tourisme qui tient pleinement compte de ses impacts économiques, sociaux et environnementaux actuels et futurs en répondant aux besoins des visiteurs, des professionnels, de l'environnement et des communautés d'accueil" (OMT). On peut aussi considérer que "Les principes directeurs du développement durable et les pratiques de gestion durable du tourisme sont applicables à toutes les formes de tourisme dans tous les types de destination, y compris au tourisme de masse et au divers créneaux touristiques. Les principes de durabilité concernent les aspects environnemental, économique et socioculturel du développement du tourisme. Il faut parvenir au bon équilibre entre ces trois aspects" (OMT, 2004). Au-delà de la dimension très générale des objectifs du tourisme durable, tels que définis par l'Organisation mondiale du tourisme, se pose la question des conditions de la durabilité du tourisme en tant qu'activité économique. Autrement dit, avant de se focaliser sur le tourisme, perçu comme une hydre à trois têtes prête à déstabiliser l'environnement, les communautés d'accueil et au seul profit des puissants, il faut aussi s'interroger sur les conditions préalables au développement de cette activité et sur les conditions de sa durabilité intrinsèque. Pour autant, il ne s'agit nullement de nier l'intérêt primordial d'évaluer l'impact du tourisme sur les sphères sociales, économiques et environnementales. D'ailleurs, de nombreux chercheurs et professionnels du tourisme s'emploient à élaborer des indicateurs de tourisme durable. Néanmoins, à la lecture du monumental "*Indicators of sustainable development in tourism destinations*" de l'OMT (OMT, 2004), on perçoit rapidement les limites des bonnes intentions décrites au fil de plus de 500 pages. Ces limites sont d'ordre méthodologiques, conceptuelles et laisse rêveur quant à la mise en œuvre concrète de ces indicateurs qui exigeraient une armada de statisticiens, d'enquêteurs et de chercheurs dans des pays où parfois on ne connaît même pas le nombre d'habitants ou encore les données socio-économiques de base ! On le savait déjà, il est très difficile de trouver des indicateurs qui soient à la fois simples dans leur collecte et riches de sens. Il est sans doute vain de prétendre à la réalisation d'un modèle de ce que devrait

être le tourisme durable tant les situations sont complexes et diverses. Pour autant, on ne saurait balayer un programme comme celui de l'OMT qui préconise douze objectifs[2] en faveur du tourisme durable et en prisent directe avec les piliers du développement durable. Cependant et en l'état actuel des recherches, il semble que, depuis les indices de capacité de charge[3] qui sont eux-mêmes empreints d'un certain flou méthodologique, rien de vraiment probant n'ait été éprouvé pour quantifier et qualifier le tourisme durable.

Au niveau de cette étude, et en attendant que l'on progresse sur la voie de la connaissance des indicateurs *ad hoc*, nous allons prendre le problème par l'autre bout et se demander quelles sont les menaces qui pèsent sur le développement du tourisme en tant qu'activité économique. Car si le tourisme présente des inconvénients supposés, en terme de développement durable, pour les hommes et les sociétés, à contrario tous les pays en développement et les pays industrialisés fondent pour tout ou partie leur croissance économique présente et à venir sur le tourisme. Dans le sud-ouest de l'océan Indien les fondements de ce développement touristique sont partout fragiles et la durabilité est toujours incertaine que se soit pour des raisons économiques, politiques, sociales ou encore sanitaires. Les relations entre risques qui pèsent sur le tourisme et durabilité de l'activité sont complexes.

En effet, les risques qui menacent la durabilité du tourisme sont d'autant plus nombreux et variables que le tourisme est une activité polymorphe à la rencontre des secteurs économiques primaires, secondaires et tertiaires. La durabilité est ici, une fois encore, prise dans une acception différente de celle de l'Organisation mondiale du tourisme. Pour simplifier, on dira que la durabilité, telle que nous l'entendons, fait référence directe à la possibilité pour la fréquentation

---

[2] Ces objectifs extraits de l'OMT 2006 sont : la viabilité économique ; la prospérité au niveau local ; la qualité de l'emploi ; l'équité sociale ; la satisfaction des visiteurs ; le contrôle local ; le bien-être des communautés ; la richesse culturelle ; l'intégrité physique ; la diversité biologique ; l'utilisation rationnelle des ressources ; la pureté de l'environnement.

[3] Ces indices se déclinent suivant plusieurs logiques et directions : capacité écologique ; capacité socio-culturelle ; capacité psychologique ; capacité des infrastructures ; capacité de gestion ... (OMT, 2006)

touristique et les dépenses qui lui sont afférentes dans un pays donné de se maintenir à un niveau équivalent ou supérieur au fil des années. Les risques qui peuvent affecter cette durabilité sont nombreux tant l'activité touristique est conjoncturelle et dépendante d'un grand nombre de facteurs endogènes et exogènes. Des variables socio-économiques, aux facteurs démographiques, culturels, politiques, géopolitiques ou encore technologiques, sanitaires et environnementaux, la liste des risques potentiels est longue. Dans ces conditions, il est bien difficile de concevoir des indicateurs fiables de durabilité qui ne soient autre chose qu'une compilation d'éléments disparates, peu cohérente et sans portée scientifique. Néanmoins, la durabilité, au delà des aspects purement structurels qui conditionnent la mise en tourisme, est directement inféodée aux risques quels qu'ils soient. Les aléas et le niveau de vulnérabilité des territoires et des sociétés semblent donc être déterminant sur la durabilité du tourisme, mais nous verrons aussi que la manière de gérer politiquement ces risques est primordial.

Parmi le grand nombre possible d'aléas dans le sud-ouest de l'océan Indien (cyclones, pluies torrentielles, volcanisme, tsunami, maladies infectieuses …) certains sont plus dévastateurs et présents que d'autres. Nous prendrons un exemple qui nous enseigne qu'à aléa égal, il est parfois surprenant de constater que le risque n'est pas plus fort dans les pays réputés les plus vulnérables. Cet exemple est celui de l'épidémie de chikungunya qui a touché le sud-ouest de l'océan Indien de 2005 à 2007 (cf. Taglioni 2010, 2009a, 2009b). Si l'on regarde les répercussions sur la fréquentation (fig. 6), on constate que l'île de La Réunion sera beaucoup plus affectée que l'île sœur, l'île Maurice. De fait, le nombre de touristes passe à La Réunion de 409 000 en 2005 (début de l'épidémie) à 278 000 en 2006 (pic de l'épidémie) pour repartir en 2007 (fin de l'épidémie) mais avec seulement 380 000 touristes. Dans le même temps, l'île Maurice voit sa courbe de fréquentation qui ne fléchit pas, bien au contraire, puisque l'on passe de 761 000 touristes en 2005 (début de l'épidémie) à 788 000 (pic de l'épidémie) pour atteindre un record historique de 907 000 en 2007 (fin de l'épidémie). Les explications sont nombreuses pour comprendre ce qui s'est passé. Nous ne rentrerons pas dans les détails mais disons simplement que de façon structurelle le tourisme à La

Réunion est plus fragile qu'à Maurice et qu'une baisse était déjà enclenchée avant 2005. Ensuite, il est certain que le traitement médiatique de l'épidémie a été radicalement différent à La Réunion par rapport à Maurice. Dans le premier cas, nous avons eu à faire face à une surinformation sur l'île même et en France métropolitaine (qui fournit 80 % des touristes) alors que dans le deuxième cas c'est au contraire une sous-information qui a caractérisé le paysage médiatique mauricien et au delà. L'impact des médias a été déterminant car pendant que La Réunion vivait une véritable crise sanitaire avec plus de 38 % de la population infectée par le virus, soit plus de 260 000 personnes, et plusieurs dizaines de morts, la République de Maurice annonçait quelques milliers de cas de chikungunya. Par la suite, il fut établi (Beesoon *et alii*, 2008) que Maurice avait connu un taux de prévalence proche de celui de La Réunion et que plusieurs centaines de milliers de Mauriciens ont été malades. Néanmoins cette sous-information a sauvé à Maurice la saison touristique 2006 qui fut une catastrophe pour La Réunion. Ce constat est d'autant plus troublant que l'on aurait pu imaginer que les conditions socio-économiques et sanitaires à La Réunion, département français et région européenne qui bénéficie de subventions importantes pour son développement, sont telles qu'une crise sanitaire de ce type ne pouvait pas se produire car la vulnérabilité semblait moindre que dans des pays plus pauvres de la région. Et pourtant, cette épidémie a touché dans des proportions sensiblement équivalentes les pays du sud-ouest de l'océan indien quel que soit leur niveau de développement humain, social et sanitaire. Finalement, dans le cas du chikungunya c'est bien plus la gestion de l'épidémie qui a influée sur les répercussions en terme d'arrivée touristique que la vulnérabilité intrinsèque des pays face à l'aléa. Le risque pour les populations a été le même mais le risque pour les économies, en l'occurrence le tourisme, a été largement contrôlé par les actions politiques.

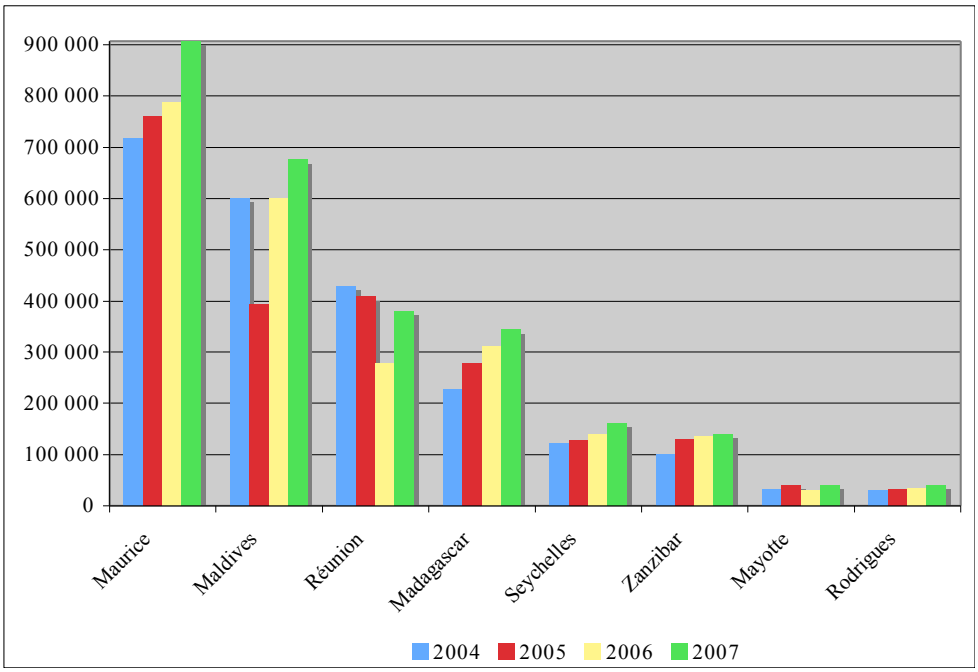


Figure 6. Evolution récente de la fréquentation touristique dans le sud-ouest de l'océan Indien

Cette analyse rapide pour le binôme Réunion/Maurice est reproductible pour le cas des Seychelles, de Madagascar ou de Zanzibar où en dépit d'une épidémiologie comparable à celle de La Réunion, la fréquentation touristique ne connaîtra pas de baisse, mais bien plutôt une hausse. La plus marquée est celle de Madagascar. Alors qu'à Mayotte, qui dépend fortement de La Réunion pour son tourisme, il y aura une inflexion en 2006. Le cas des Maldives est particulier dans ce contexte de chikungunya puisque ce sera le tsunami du 26 décembre 2004 qui portera un coup très dur à l'archipel, ses hommes et son tourisme en 2005. Pour autant, dès 2006 les chiffres s'envolent et les Maldives atteignent un record de fréquentation en 2007 avec plus de 670 000 touristes.

Conclusion

Un des huit objectifs du millénaire pour le développement des Nations unies est de "réduire l'extrême pauvreté et la faim". L'organisation mondiale du tourisme ajoute que "La contribution potentielle du tourisme à cet objectif est de plus en plus reconnue, en partie parce qu'il s'agit d'un des rares secteurs où, grâce à leurs ressources culturelles et naturelles, les pays pauvres ont comparativement un avantage économique" (OMT 2006). On aimerait croire que le tourisme sera l'avenir des pays pauvres mais, pour cela, se pose la question de la durabilité de cette activité dans des pays où nombre de risques naturels ou anthropiques, exogènes ou endogènes pèsent sur cette activité particulièrement sensible aux effets de conjonctures locales, régionales et internationales.

On pourrait du reste avancer qu'avant même de se focaliser sur le tourisme durable, il convient aussi d'accompagner l'activité touristique pour que sa durabilité propre soit la mieux assurée. A ce titre, sur l'exemple d'une épidémie sévère comme celle du chikungunya de 2005 à 2007, les espaces les plus riches sont ceux qui ont le moins bien réussi à maintenir leur activité touristique. Il est vrai que cette résilience des moins riches se fonde largement sur des manipulations politiques et médiatiques indépendamment de la gravité épidémiologique de la maladie sur les populations locales et touristiques aussi puisque ces dernières sont parfois rentrées porteuses de la maladie et donc du virus chikungunya avec les risques que cela comporte de voir se développer cette maladie dans les zones tempérées dans lesquelles vivent le moustique vecteur *Aedes Albopictus*.

Biliographie

Bimonte-S., 2006. "Sustainable tourism and management tools" *in* Brebbia and Pineda (eds), *Sustainable tourism II*, Southampton, WIT press, p. 325-334

Beesoon, S. ; Funkhouser, E. ; Kotea, N. ; Spielman, A. ; Robich, R., 2008. « Chikungunya Fever, Mauritius, 2006 ». *Emerging Infectious Diseases*, n°2, p. 337-338.
http://www.cdc.gov/eid/content/14/2/pdfs/337.pdf

Benjamin, D. ; Godard, H. ; Taglioni, F., 2000. "La réunion et Mayotte dans l'océan Indien". *Économie de la Réunion*, n°105, p. 24-27

Borraz, O., 2008. *Les politiques du risque*. Paris, Presses de sciences Po, 296 p.

Campling-L.; Rosalie-M., 2006. "Sustaining social development in a small island developing state? The case of Seychelles". *Sustainable Development*, n°2, p. 115-125

Céron, J-P. ; Dubois, G., 2000. Les indicateurs du tourisme durable. *Cahier Espaces*, n°67, p. 30-46

Chok-S.; Macbeth-J.; Warren-C., 2007. "Tourism as a tool for poverty alleviation: A critical analysis of 'pro-poor tourism' and implications for sustainability". *Current Issues in Tourism*, n°2&3, p. 144-165

Clouet, O., 2006. "Le tourisme durable : une nouvelle frontière pour le tourisme". *La Géographie,* n°1523, p. 70-87

David-L.; Baros-Z., 2007. "A possible use of indicators for sustainable development in tourism". *Anatolia*, n°2, p. 349-355

de-Sausmarez-N., 2007. "Crisis management, tourism and sustainability: The role of indicators". *Journal of Sustainable Tourism*, n°6, p. 700-714

Hunter-C.; Shaw-J., 2007. "The ecological footprint as a key indicator of sustainable tourism". *Tourism Management*, n°1, p. 46-57

Klabatsea-I.S., 2006. "Local development of small islands with intense specialisation in tourism: Cost and benefits in the framework of sustainable development". *WIT-Transactions on Ecology and the Environment*, n°98, p. 205-214

Knafou, R. ; Zerbi, M-C. , 1998. "Approche critique de la notion de "tourisme durable. Le cas des espaces marginaux et "extrêmes". *Quaderni di acme*, n°32, p. 39-56

Lamic, J-P., 2008. *Tourisme durable : utopie ou réalité ?* Paris, L'Harmattan, 210 p.

Lundie-S.; Dwyer-L.; Forsyth-P., 2007. "Environmental economic measures of tourism yield". *Journal of Sustainable Tourism*, n°5, p. 503-519

Merasli, S , 2006. "L'engagement de la firme touristique dans les stratégies de tourisme durable". *Revue de l'économie méridionale*, n°214, p. 151-171

Mycoo-M., 2006. "Sustainable tourism using regulations, market mechanisms and green certification: A case study of Barbados". *Journal of Sustainable Tourism*, n°5, p. 489-511

Organisation mondiale du tourisme., 2007. *Tourisme et durabilité : un aperçu général*. Madrid, OMT, 34 p.

Organisation mondiale du tourisme/Programme des Nations Unies pour

l'environnement., 2006. *Vers un tourisme durable*. Madrid, OMT, 225 p.
Organisation mondiale du tourisme., 2004. "*Indicators of sustainable development in tourism destinations*". Madrid, OMT, 514 p.
Scheyvens-R., 2007. "Exploring the tourism-poverty nexus". *Current Issues in Tourism*, n°2&3, p. 231-254
Sergon, K. *et alii*, 2007. « Seroprevalence of chikungunya virus infection on Grande Comore island, Union of the Comoros ». *American journal of tropical medecine and hygiene*, n°6, p. 1189-1193
Sissoko, D., et alii., 2008. « Outbreak of Chikungunya fever in Mayotte, Comoros archipelagos, 2005—2006 ». *Transactions of the Royal Society of Tropical Medicine and Hygiene*
Taglioni, F., 2010. "Virus-sans-frontières : le chikungunya dans le sud-ouest de l'océan Indien". Duhamel, S. ; Moullé, F. (dir.) : *Frontières et santé. Genèses et maillages des réseaux transfrontaliers*. Paris, L'Harmattan, p. 249-266
Taglioni, F., 2009a. "Chronique d'une crise sanitaire, économique et sociale. L'île de La Réunion face au Chikungunya". Paris, UMR Prodig, *Infogéo*, 13 p. http://turlupine.univ-paris7.fr/infogeo/
Taglioni, F., 2009b "L'environnement socio-spatial comme facteur d'émergence des maladies infectieuses. Le chikungunya dans l'océan Indien". *EchoGéo*, CNRS, n°9, juin (en collaboration avec JS. Dehec) http://echogeo.revues.org/
Taglioni, F., 2008. "L'île d'Anjouan figure de la balkanisation de l'archipel des Comores". Revue *EchoGéo*, CNRS, rubrique "Sur le vif" 2008. http://echogeo.revues.org/index7223.html
Taglioni, F., 2006. "Les petits espaces insulaires face à la variabilité de leur insularité et de leur statut politique". *Les Annales de géographie*, n°652, p. 664-687
Taglioni, F., 2005. "Les revendications séparatistes et autonomistes au sein des États et territoires mono- et multi-insulaires. Essai de typologie". *Cahiers de géographie du Québec,* n°136, p. 5-18.
http://www.cgq.ulaval.ca/textes/vol_49/no136/03-Taglioni.pdf
Zhao-W.; Ritchie-J.R.B., 2007. "Tourism and poverty alleviation: An integrative research framework". *Current Issues in Tourism*, n°2&3, p. 119-143